Vaccination anti-Covid-19 des 12-17 ans : Faut-il avoir peur des vaccins ?

Compte Test - 2021-09-19 21:31:47 - Vu sur pharmacie.ma

Depuis le début de la vaccination des 12-17 ans au Maroc, les parents se posent des questions au sujet de la pertinence, l'innocuité et l'efficacité des doses utilisées pour vacciner leurs enfants. Cette méfiance qu'on pourrait qualifier de saine peut faire place à une défiance pouvant être exacerbée par la diffusion, à travers les réseaux sociaux, d'un contenu ou cohabitent à la fois des informations défendables et un contenu pouvant être plus pernicieux et dont le seul objectif est de persuader le maximum de personnes de ne pas se faire vacciner. Pour permettre aux pharmaciens de débattre de la vaccination des 12-17 ans et pouvoir informer leurs patients, la Société marocaine de valorisation de l'acte officinal (SMVAO) a organisé, le vendredi dernier, un webinaire animé par quatre intervenants qui ont traité tous les volets de cette thématique. Tout d'abord, le Dr Mohamed Benazzouz, responsable du Programme national d'immunisation et chef de service de la Protection de la santé infantile, a entamé ce webinaire en présentant tout ce qui a été entrepris par l'État marocain pour permettre un bon déroulement de la vaccination des 12-17 ans. Ce programme a pour ambition de vacciner 2.986.029 enfants scolarisés, soit 3,8% de la population générale. En pratique, les jeunes qui souhaitent se faire vacciner ont le choix entre le vaccin inactivé de Sinopharm ou le vaccin à ARNmesssager de Pfizer-BioNTech. La présence d'un parent ou à défaut un tuteur est obligatoire.

> L'État a prévu 419 vaccinodromes répartis à travers le pays. Ce chiffre passera prochainement à 700 pour booster le programme de vaccination. Quant au nombre de vaccinateurs, il est actuellement de quelques 1.215. Grâce à ces efforts, le nombre d'enfants et adolescents vaccinés a atteint 1.240.000. Quelque 55% d'entre eux ont reçu Comirnaty et 44% le vaccin Sinopharm. Ensuite, le Pr Bousakraoui, chef du service de Pédiatrie au CHU de Marrakech et président de la Société marocaine d'infectiologie pédiatrique et de vaccinologie (SOMIPEV), a livré un vrai plaidoyer en faveur de la vaccination des 12-17 ans. Au départ, cette catégorie n'était pas considérée comme une population à risque étant donné que le nombre de cas de Covid-19 qui se compliquent était resté très limité. Mais l'arrivée des nouveaux variants notamment le Delta, l'impact négatif du confinement sur les enfants et l'émergence des cas de Kawasaki-like sont autant de facteurs qui pourraient, d'après le Pr Bousakraoui, justifier la vaccination de cette catégorie. Pour étayer ses propos, cet expert a passé en revue six essais cliniques menés chez les enfants afin d'évaluer l'immunogénicité, l'efficacité et l'innocuité de la vaccination anti-Covid-19 chez eux. Il a aussi rappelé les prises de position des sociétés savantes, notamment marocaines, qui se sont prononcées en faveur de la vaccination de cette tranche d'âge. Le Dr Mzorovsky, président du Comité de valorisation de l'acte officinal (CVAO), a également rappelé l'impact de l'isolement social qui a été très mal vécu par les adolescents en France. Ces jeunes n'ont pu retrouver leur mobilité que grâce à la vaccination. 70% d'entre eux ont reçu les deux doses. Et pour finir, le Dr Houda Sefiani, spécialiste en pharmaco-toxicologie au Centre marocain de pharmacovigilance, a essentiellement axé sa présentation sur le volet innocuité et pharmacovigilance des vaccins anti-Covid-19. Dr Sefiani a rappelé que la situation actuelle est inédite. Jamais un vaccin n'a été autant administré et suivi que le vaccin anti-Covid-19. En effet, la vaccination à grande échelle à travers le monde a généré une masse de données ayant permis une évaluation fine du rapport bénéfices/risques des vaccins utilisés. Et grâce à Uppsala Monitoring Center (UMC), les notifications des effets indésirables déclarés à travers le monde sont suivies en temps réel. Le Maroc fait figure de bon élève puisqu'il est parmi les 10 pays ayant notifié le plus d'événements indésirables à l'UMC. Ce résultat s'explique par l'adoption de l'obligation de déclarer les évènements indésirables, une meilleure organisation du système de pharmacovigilance nationale, la mise en place de formations spécifiques et de plan de gestion de risque, etc. En parallèle, le système d'information mis en place permet une collecte exhaustive des données couplée à une analyse qui peut être mise à contribution pour prendre les décisions les plus pertinentes. Pour l'instant, la plupart des effets indésirables déclarés chez les 12-17 ans sont généralement prévisibles. Bien évidemment, il faut continuer à suivre de près et méthodiquement tous les événements indésirables pour identifier d'éventuels signaux, sachant que seules des études d'imputabilité permettent de ne pas incriminer à tort un vaccin. Parmi les événements indésirables reportés chez les sujets jeunes ayant reçu les vaccins à ARN messager, on note la présence de très rares cas de péricardites et d'endocardites (1/200.000). Ces effets indésirables ne compromettent, cependant, pas le rapport bénéfices/risques de ces sérums. Pour conclure, la vaccination des 12-17 ans est un vrai défi pour le Royaume, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une population à risque. Pour le moment, le démarrage s'annonce prometteur, même si on assiste à une certaine disparité entre les différentes régions du pays. Pour améliorer le taux de couverture de la vaccination anti-Covid-19, il faut mener des campagnes d'information adaptées aux parents. Il faut cependant rester vigilant et adopter la transparence qui reste l'élément clé pour contrecarrer la désinformation.